

David A. Green  
Vancouver School of Economics  
Université de la Colombie-Britannique

Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration

Déclaration préliminaire

Je m'appelle David Green et je suis professeur à la Vancouver School of Economics de l'Université de la Colombie-Britannique. Je vous remercie de me donner l'occasion de comparaître devant le Comité.

Mes recherches portent sur l'inégalité des résultats sur le marché du travail, les répercussions des changements technologiques et l'immigration. Récemment, avec le professeur Mikal Skuterud de l'Université de Waterloo et avec Stephen Tino, étudiant au doctorat à l'Université de Toronto, je me suis penché sur les répercussions de la hausse considérable du nombre d'étudiants de collèges et d'universités qui travaillent hors campus, sur les marchés de l'emploi locaux.

Pour commencer, j'aimerais dire que je considère les récents changements apportés à la politique d'immigration du Canada liée aux étudiants étrangers comme un pas dans la bonne direction. Ou, peut-être plus exactement, comme un retour au système d'immigration qui fonctionnait bien et qui était en place au Canada de 2015 à 2017 environ. Au cœur du système, on retrouvait le système Entrée express (qui servait à évaluer les demandeurs de résidence permanente), un système relatif aux travailleurs étrangers temporaires (dont le nombre n'avait pas encore grimpé en flèche) et un influx d'étudiants étrangers qui amorçait tout juste son augmentation fulgurante.

Selon moi, une politique d'immigration efficace doit avoir pour objectif de favoriser une société juste, c'est-à-dire une société où tous ont droit au même respect. La politique doit donc être élaborée en se préoccupant de ses répercussions sur les salaires, l'emploi, le logement, etc., à la fois pour les personnes qui sont déjà au Canada et pour les immigrants eux-mêmes. Les recherches économiques sur les répercussions de l'immigration sont très claires : l'immigration a un impact global minime sur les salaires moyens et la productivité. Cela signifie, d'une part, que l'immigration n'est pas une solution économique miracle, mais aussi, d'autre part, que les immigrants ne volent pas d'emplois et n'abaissent pas les salaires, en moyenne. Il y a toutefois des différences dans la répartition des répercussions. Les travailleurs canadiens moins qualifiés ont tendance à subir des pertes salariales et des pertes d'emploi lorsque l'immigration amène des travailleurs non qualifiés, mais ils peuvent profiter de l'arrivée d'immigrants qualifiés.

Il est également important de noter que les économies ne sont pas comme des machines qui briseront s'il manque un type de travailleur particulier. Ce sont des entités organiques où les augmentations salariales poussent les travailleurs à obtenir de la formation et les

entreprises à réaliser des investissements en capitaux. Tenter d'utiliser l'immigration pour combler de prétendues pénuries de main-d'œuvre ne fait que court-circuiter les réactions naturelles de l'économie en mettant fin aux hausses salariales, ce qui permet aux entreprises moins productives de poursuivre leurs activités et ce qui diminue les incitatifs poussant les travailleurs à parfaire leur formation. Bien entendu, c'est particulièrement vrai lorsque les prétendues pénuries concernent des postes à bas salaire. Le résultat : une politique d'immigration ayant un faible niveau de productivité. De plus, nous ne sommes pas très doués pour prédire quels emplois seront en forte demande à l'avenir (une leçon que nous avons désapprise à plusieurs reprises tout au long de l'histoire des politiques). Lorsqu'on tient compte de tous ces éléments, on constate que la politique d'immigration devrait viser à amener des compétences en général, plutôt que de chercher à combler des lacunes perçues. Il peut y avoir des exceptions (le secteur de la santé en est un exemple), mais elles ne sont pas répandues, comme semblent le présumer les politiques actuelles. Je considère aussi qu'il s'agit là d'une politique fort sage du point de vue du soutien public à l'endroit de l'immigration. Les perceptions selon lesquelles le gouvernement tente d'aider ses amis dans le milieu des affaires sont nuisibles.

Il est toutefois difficile de tenter d'apporter des compétences par le biais de l'immigration; les études et les autres compétences acquises dans d'autres pays sont souvent sous-évaluées sur le marché du travail au Canada. L'idée de faire en sorte qu'il soit plus facile pour les étudiants étrangers de demeurer au Canada après l'obtention de leur diplôme est une solution possible à cet égard. Le Canada obtient ainsi de jeunes gens brillants avec un titre de compétence canadien. Nous avons suivi l'exemple de l'Australie lorsque nous avons adopté cette politique. Or, nous n'avons pas fait attention aux problèmes rencontrés et résolus par l'Australie. Une étude menée en Australie à partir de 2010 a révélé que les étudiants étrangers qui ont suivi des cours de deux ans dans des domaines où il y avait trop d'inscriptions ont moins bien réussi sur le marché du travail australien que les migrants étrangers. Ces mauvais résultats ont été en grande partie attribués aux abus du secteur de l'éducation – où de nouvelles institutions universitaires étaient créées pour offrir aux immigrants potentiels les qualifications requises afin d'immigrer en Australie (en réalisant des profits) – combinés à la suspension de l'exigence de passer un examen d'anglais pour les étudiants étrangers. Nous avons malheureusement réappris ces leçons.

Compte tenu de ce qui précède, il est important que le gouvernement fédéral ne cède pas le contrôle du nombre d'étudiants étrangers aux collèges et universités qui cherchent à accroître leurs revenus. La nouvelle limite est une bonne chose en ce sens. Il est également important que le système mette l'accent sur les universités et les programmes de quatre ans, plutôt que sur les diplômes collégiaux obtenus à la suite d'un programme de deux ans. L'objectif devrait être de constituer un capital humain à long terme et non pas de tenter de combler des lacunes à court terme. Bien entendu, une grande partie du secteur de l'éducation relève des provinces. Or, le gouvernement fédéral pourrait avoir une incidence en accordant un petit nombre de points (voire zéro) aux diplômés collégiaux dans le cadre du système Entrée express et en réduisant le temps de travail hors campus à dix heures ou moins par semaine. Il est également primordial de mettre des ressources dans le système

pour vérifier si les étudiants assistent bel et bien à leurs cours. Les chiffres que nous avons vus révèlent qu'au cours des dernières années, il y a eu davantage de titulaires de permis d'études collégiales qui sont entrés au Canada que d'étudiants étrangers inscrits dans des collèges publics. Du point de vue de la perception du public, il est important que le système d'immigration soit géré de manière efficace et juste. C'est lorsque les gens ont l'impression que l'immigration est hors de contrôle qu'on observe un ressac dommageable pour la politique d'immigration et la démocratie elle-même.